



L'ANARCHO-CAPITALISME ET LA DÉFENSE

Par le Lieutenant-colonel Simon Allgöwer
Armée de terre allemande
Officier stagiaire de la 24ème promotion de l'École de guerre

« La défense ! C'est la première raison d'être de l'État. » (Charles de Gaulle)

A-t-on vraiment besoin d'un Etat pour organiser la défense d'une communauté ? Et à l'inverse, est-il alors possible, voire même peut-être plus efficace, d'organiser la défense dans le cadre contractuelles fixé par le libre-marché ?

La pensée anarcho-capitaliste - qui n'est pas à confondre avec l'anarchisme de gauche - considère l'Etat comme un organisme à la fois illégal, s'opposant à l'idée de liberté individuelle absolue, bien fondamental de l'homme, mais également inefficace d'un point de vue économique. David D. Friedman, professeur de droit et d'économie, étudie dans son œuvre clé « Vers une société sans État » le fonctionnement d'une société non-étatique, dans laquelle l'intégralité des fonctions publiques, y compris le système judiciaire, la sécurité intérieure et extérieure, sont organisées sous la forme d'un contrat entre individus. Ces fonctions publiques représentent pour une grande partie des biens publics, caractérisés par leur non-rivalité et leur non-exclusivité. En effet, contrairement à l'usage d'un bien privé, par exemple une voiture, un bien public comme la Défense serait utilisable et, mieux, consommable par d'autres individus, ce « produit » demeurant disponible pour les autres, sans limite, comme une digue ou un phare.

Le problème est donc évident : sans un système de contrainte qui force les membres d'un groupe à contribuer à un bien public, la possibilité du parasitisme demeure. Pire encore : le syndrome du « pique-assiette » pourrait empêcher une coopération et ainsi mettre en danger la concrétisation des biens publics. Néanmoins, compte-tenu du risque de parasitage, une société libertaire peut s'organiser et notamment au niveau local pour faciliter la coopération entre ses membres. Dès lors, étudier la question de la défense d'une société d'une taille comparable à celle-ci d'un État-nation est-elle plausible ?

Un État-nation prélève des impôts pour le financement des biens publics comme la défense. Dans la pensée anarcho-capitaliste, le bien « défense » serait produit selon les règles d'une économie de marché capitaliste, par des acteurs non-étatiques, c'est-à-dire des entreprises qui

proposeraient ce produit « défense », dans une situation concurrentielle dans le but de maximiser leurs bénéfices. Comme ils ne touchent pas de fonds publics venant d'une autorité centrale, le financement de ce produit devrait être obtenu par des contributions volontaires. Comment une société anarcho-capitaliste pourrait-elle alors financer une force armée ? Et, la question centrale serait de savoir quels seraient les avantages liés à une telle organisation pour la défense basé sur un modèle anarcho-capitaliste et quels seraient les problématiques auxquelles ce modèle ne pourrait apporter de réponses satisfaisantes ?

1. AVANTAGES

Plus d'efficacité grâce à la concurrence

La majorité des biens sont produits selon les conditions de l'économie de marché. Ce modèle est alors considéré comme un modèle idéal concernant la production de biens. Les prix sont réglés par l'offre et la demande, le libre jeu de la concurrence assurant ainsi une bonne qualité à des prix raisonnables. A partir du moment où le marché d'un produit demandé – voire considéré comme nécessaire – est contrôlé par un acteur monopoliste, il peut produire un produit d'une qualité plus basse et augmenter en même temps les prix.

Concernant la production des biens publics, on peut alors constater les mêmes caractéristiques. Gustave de Molinari, un précurseur de l'anarcho-capitalisme, constate que la sécurité est un besoin naturel et fondamental de l'homme. Dans la pyramide des besoins d'Abraham Maslow aussi, le besoin de sécurité figure directement après les besoins physiologiques. Il est donc tout à fait légitime d'admettre qu'il existe un besoin naturel et par conséquent un marché pour le bien « défense ». Ainsi, l'existence d'un marché pour ce bien pourrait permettre l'émergence d'entreprises pour offrir des produits satisfaisant ce besoin. L'inefficacité de la mise à la disposition des biens par un Etat à travers un financement par les impôts est bien documentée. En Allemagne par exemple, l'Association des Contribuables publie régulièrement un compte-rendu pour dévoiler le gaspillage public. On y trouve aussi beaucoup d'exemples concernant les forces armées. La production de la défense par un acteur monopolistique – l'Etat – serait donc un échec, d'un point de vue de l'efficacité économique et selon la perspective d'un consommateur.

Plus de transparence et de discrétion

L'Etat prélève des impôts selon la règle de non-affectation. Le citoyen paye sans avoir la moindre influence concernant l'utilisation de ces moyens financiers par l'Etat. Même si chaque citoyen a la possibilité de consulter le budget de l'Etat, ses revenus et ses dépenses, il n'y a pas de lien direct entre les cotisations individuels et les dépenses de l'Etat.

Dans une société anarcho-capitaliste, il n'y a pas de dépenses sans contrepartie directe et transparente.

Prenons quelques chiffres pour se faire une idée du financement d'une force armée. Si l'on considère le budget militaire de la France comme point de départ : 66 millions d'habitants devraient réunir 38 milliards d'euros, soient 636 euros par personne par an ou 53 euros par mois. Pour l'Allemagne : 80 millions allemands pour un budget de 33 milliards d'euros, soient 415 euros par personne par an ou 35 euros par mois. Dans le cas des États-Unis, la

cotisation est plus élevée : 320 millions d'habitants devraient réunir 612 milliards d'euros par an. Ce qui représente une cotisation annuelle de 1.915 euros par personne ou 160 euros mensuellement. Ces montants sont à peu près au même niveau des frais consentis pour une assurance, par exemple de type multi-risques.

Ainsi, un tel système de financement serait plus juste, transparent et démocratique, et donnerait plus de pouvoir à l'individu dans le processus démocratique.

Minimiser le risque de guerre

Selon Molinari, la production monopoliste de la défense ne produit pas plus de « sécurité » mais - bien au contraire - mène plus facilement à la guerre : « *ce monopole étant excessivement profitable par sa nature même, partout on voit aussi les races investies du monopole de la sécurité se livrer à des luttes acharnées, afin d'augmenter l'étendue de leur marché, le nombre de leurs consommateurs forcés, partant la quotité de leurs bénéfices* »¹. Organisé selon les conditions d'un libre marché, le producteur du bien « défense » n'a aucun intérêt de faire la guerre, puisque, la guerre étant onéreuse, il serait obligé d'augmenter les prix pour ses clients et serait soumis à la concurrence d'autre producteur proposant des prix inférieurs, qui pourrait à terme l'évincer du marché. « *Sous le régime de la libre concurrence, la guerre entre les producteurs de sécurité cesse totalement d'avoir sa raison d'être* »², par conséquent, une société anarcho-capitaliste est plus paisible qu'une société étatique. « *De même que la guerre est la conséquence naturelle du monopole, la paix est la conséquence naturelle de la liberté.* »³

2. PROBLÉMATIQUES

Un financement non garanti

David D. Friedman voit principalement deux possibilités de financement pour une « agence de défense »: la charité et les pourboires. Friedman nous démontre que les gens peuvent donner de l'argent pour un bien public abstrait seulement par le sentiment de la nécessité et non simplement pour satisfaire un besoin individuel immédiat. Concernant la charité, Friedman nous rappelle que des institutions charitables sont en mesure d'obtenir annuellement des moyens financiers importants. Il évoque également qu'il y a de nombreux exemples dans l'histoire où même les États ont eu recours au financement volontaire afin d'augmenter le budget consacré à la défense. En cas de crise ou de guerre, les citoyens ont très souvent fait des donations ou acheté « *des titres d'emprunt de guerre à un prix supérieur à leur valeur marchande* »⁴.

Les pourboires sont aussi des contributions financières à titre volontaire pour un bien public : le « bon service », qui fait appel à une obligation morale subconsciente. « *De la même façon,*

¹ DE MOLINARI Gustave, *De la production de la sécurité*, Paris, Éditions de l'Institut Coppet, 2014, 54 p., p. 25.

² *Ibid.* p. 39.

³ *Ibid.* p. 40.

⁴ FRIEDMAN David D., *Vers une société sans état*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, 397 p., pdf p. 108.

si la défense nationale était financée sur une base volontaire, les gens donneraient de l'argent non pas par charité, mais parce qu'ils auraient le sentiment de recevoir quelque chose qu'ils ont l'obligation morale de payer. Comme pour le pourboire, le montant reçu pourrait avoir un rapport avec la qualité du travail exécuté. De même, les gens pourraient se sentir obligés de donner quelque chose, même si le travail était tout juste satisfaisant ; si mauvaise que soit la qualité du service, peu d'entre nous ont l'audace de ne pas laisser de pourboire »⁵.

La mise en œuvre pratique d'un tel système de financement reste cependant compliquée et même Friedman évoque l'extrême difficulté de recouvrir des moyens financiers suffisants dans une société anarcho-capitaliste. C'est pourquoi il considère la défense nationale comme « le problème difficile » de l'anarcho-capitalisme.

Manque de perspective à long terme

La mise en place et le maintien des forces armées avec des capacités comparables à celles des États-nations nécessitent de s'inscrire dans une perspective à long terme. Le fournisseur - « l'agence de défense » - doit être en mesure de planifier sur le long terme, car en dehors de l'aspect du financement, il faut également considérer beaucoup d'autres aspects. Rappelons qu'une capacité militaire rassemble des éléments de Doctrine, d'Organisation, de Ressources humaines, d'Équipements, de Soutien et d'Entraînement. Par conséquent, comme l'acquisition d'une capacité militaire représente un processus complexe qui prend beaucoup de temps, une agence de défense doit donc se maintenir sur le marché pour une période prolongée. Une perspective à long terme est, de plus, nécessaire par rapport au choix des capacités dont le fournisseur veut se doter pour remplir sa mission de défense. En d'autres mots : l'organisation de la défense exige une stratégie.

Enfin, vu les contraintes évoqués, le changement d'une agence à une autre serait difficile à imaginer, surtout dans une perspective de changement plus fréquent.

Emploi

Enfin, il serait compliqué de définir l'autorité compétente en charge de la décision d'engager les forces armées pour la communauté confrontée à une menace. L'agence de défense fournit l'outil et il ne semble pas opportun de lui attribuer en même temps le pouvoir de décision d'emploi. Aussi, le mandant - les membres de la communauté - ont intérêt à garder cette capacité de décision. Une décision démocratique sur l'emploi par contre représente des inconvénients importants vu la durée d'un tel processus décisionnel. Finalement, l'idée de confier cette capacité à une autorité élue par la communauté est assez proche d'une solution étatique.

Néanmoins, une fois l'emploi des forces armées décidé, la conduite de l'opération militaire nécessite l'équivalent d'un niveau politico-stratégique tandis qu'on pourrait confier le niveau opératif à une agence commerciale. Concernant ce niveau politico-stratégique, la démocratie directe n'est certainement pas appropriée.

⁵ *Ibid.* pdf p. 109.

EN CONCLUSION

Incontestablement, la réalisation d'une société anarcho-capitaliste poserait de nombreuses difficultés dans la mise-en-œuvre pratique ; une société purement anarcho-capitaliste est et restera une utopie. Néanmoins, même si on rejette l'anarcho-capitalisme dans sa totalité, cette pensée nous aide à reconnaître les faiblesses d'un ordre social purement étatique. L'État comme nous le connaissons ne nous offre pas des remèdes universels. Par conséquent, les avantages décrits méritent d'être étudiés pour une déclinaison dans le cadre d'une structure étatique. Plusieurs approches sont envisageables :

1. Une augmentation de la part des entreprises privées dans le domaine de la Défense, sinon la privatisation complète de certaines capacités militaires ou attributions des forces armées, pour remettre en question un monopole de l'État, qui peut parfois être inefficace et coûteux.
2. Les impôts devraient être strictement affectés à un usage clairement défini. Ceci permettrait d'obtenir une plus grande transparence. Chaque citoyen saurait clairement quel montant il doit payer sur une période donnée pour quelle dépense publique. Les partis politiques pourraient ensuite dans leurs manifestes électoraux désigner spécifiquement quels impôts ils veulent baisser et quels impôts ils veulent augmenter. Le pouvoir discrétionnaire des électeurs augmenterait et le citoyen aurait ainsi plus d'influence sur les dépenses publiques de l'État.
3. La transparence accrue des dépenses pour la défense pourrait également mener à un budget de la défense « optimal ». Cela permettrait d'engendrer un budget qui ne serait ni artificiellement augmenté par l'influence des lobbies de l'industrie de l'armement, ni baissé par l'influence d'antimilitaristes et leurs représentants ou relais dans le monde politique. Ainsi, la population dans sa totalité pourrait évaluer la situation des menaces de façon réaliste et la « sagesse de la foule » empêcherait une défiguration du budget pour la satisfaction d'intérêts particuliers.

Pour en savoir plus :

FRIEDMAN David D., *Vers une société sans état*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, 397 p.
<http://www.dtom.fr/wp-content/uploads/2012/05/Vers-une-societe-sans-Etat-David-Friedman.pdf>

DE MOLINARI Gustave, *De la production de la sécurité*, Paris, Éditions de l'Institut Coppet, 2014, 54 p.
<http://www.institutcoppet.org/wp-content/uploads/2014/08/Molinari-ProductionSecurite.pdf>

HOPPE Hans-Hermann, *Democracy – The God That Failed. The Economics and Politics of Monarchy, Democracy, and Natural Order*, s.l., Transaction Publishers, 2001, 220 p.

OLSON Mancur, *Logique de l'action collective*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, 214 p.

Ludwig von Mises Institute
<https://mises.org/>

Ludwig von Mises Institut Deutschland e. V.
<http://www.misesde.org/>